

**DEPARTEMENT  
DE  
MEURTHE-ET-  
MOSELLE**

**Commune d ' A T T O N**

**PROCES-VERBAL  
DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance du 03 septembre 2020  
à 20 heures 00*

**NOMBRE**

Conseillers en exercice	15
Présents	15
Votants	15

L'an deux mille vingt, le trois septembre, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX Marlène, Maire.

Etaient présents : Mmes CAPLA Anna, PAUCET Nathalie, FABBRI Pascale, TACCONI Audrey

M. BOYER Sébastien, BENOIT Gilles, RICHARD-MAUPILLIER Frédéric, PARMENTELAT Alain, PINTO Marcel, BARBELIN Jérôme, SINTEFF Thierry, LANNON Jean-Christophe, BARTHELEMY Jean-Etienne, HUET Fabrice

Etait(ent) excusé(s) :

Procuration :

***Date de convocation : 25 août 2020***

***Date d'affichage et de transmission à la  
Préfecture : 07/09/2020***

**OBJET N°05: INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE : INTERCOMMUNALITE**

**Désignation du représentant de la commune pour siéger au sein de la commission locale d'évaluation des charges transférées**

Un scrutin a eu lieu, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER a été nommé(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu l'article 1609 nonièr C du Code général des impôts ;

Vu plus particulièrement le IV de cet article ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Bassin de Pont A Mousson (CCBPAM) du 23 juillet 2020 créant la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLETC) et fixant sa composition ;

Considérant que les communautés de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique sont soumises aux dispositions de l'article 1609 nonièr C précité du Code général des impôts précité,

Considérant qu'au titre du IV de cet article, il est créé entre la communauté et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLETC),

Considérant que cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers, qu'elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées, chaque conseil municipal disposant d'au moins un représentant,

Considérant qu'en vertu de l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans le cas et les conditions prévues par le présent code et les textes régissant ces organismes,

Considérant que conformément à la délibération précitée de la CCBPAM créant la CLETC et fixant sa composition, la commune doit désigner 1 représentant.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

**Article 1** : désigne pour la représenter : M. Gilles BENOIT

**Article 2** : La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet et à la CCBPAM.

Adopté à l'unanimité

Le Maire,

